

Le Métallo

Journal de la CGT du Site de Sochaux – Mai 2018
Spécial Mai 1968 : aujourd'hui Episode 4

PSA Vesoul : débrayages contre la suppression des 35heures et des emplois

A Vesoul, la direction PSA a un projet d'accord qu'elle veut boucler avant fin juin avec les syndicats pour supprimer les 35H00 et 150 emplois, par an, pendant trois ans.

Son projet d'accord, c'est :

- + 7.8% de travail effectif
- Passage de 7H00 de travail/jour à 7H33
- 37H45 de travail par semaine.
- Suppression de 150 emplois/an, en 2018, 2019 et 2020.

En contrepartie PSA ne propose que 2.8% de plus sur les salaires, c'est à dire travailler gratuitement 3H31 sur les 7H45 de plus !

Cette attaque est dans la continuité de la loi Travail et des ordonnances Macron, des attaques de la Convention Collective par le patronat de la Métallurgie où PSA siège au bureau de l'UIMM, syndicat des patrons de la métallurgie.

Des salariés de Vesoul réagissent !

Une centaine de salariés de Vesoul a commencé à réagir en débrayant vendredi 18 et mardi 22 mai en scandant : « pas de travail sans salaire » ! Ils ont raison de se battre contre ces attaques que demain PSA pourrait étendre aux autres usines du groupe !

Mardi 22 mai, une délégation de notre syndicat et nos deux délégués syndicaux centraux de la CGT de PSA sont allés leur apporter leur entier soutien au combat qu'ils engagent.



PSA regorge d'argent et affiche des records

- 2.35 milliards de bénéfices en 2017 pour un record de chiffre d'affaires de 60 milliards d'€.
- 1,3 milliard pour racheter Opel.
- + 1 million € pour Carlos Tavares comme prime à la casse de l'emploi et pour le rachat d'Opel.
- + 15,2% d'augmentation des volumes : 3,63 millions de véhicules vendus en 2017 contre 3,15 millions en 2016.
- + 10,4% d'augmentation des dividendes votée par les actionnaires pour eux-mêmes.

L'heure est à l'augmentation des salaires et à l'embauche en CDI de tous les intérimaires, de privés d'emploi, pour pouvoir travailler tous et moins !

Le 26 mai 2018 tous ensemble !

Pour protester contre les nombreuses attaques du gouvernement Macron et du patronat. C'est bien le tous ensemble qui fera reculer le gouvernement et le MEDEF sur ses projets destructeurs visant à supprimer nos droits les plus fondamentaux.

La CGT et de nombreuses organisations syndicales et politiques vous appellent à manifester : Le samedi 26 mai 2018 à 15H place Corbis à Belfort.

La CGT condamne

La CGT condamne avec force le massacre de la population Palestinienne à la frontière de Gaza, perpétré par l'armée de l'État israélien.

C'est un crime contre l'humanité, c'est insoutenable.

70 ans après la Nakba, processus délibéré et planifié d'expulsion des Palestiniens de leurs villes et villages, de leurs terres en somme, qui s'est poursuivi tout au long de l'année 1948, rien n'est réglé pour le peuple palestinien. L'État d'Israël continue à nier ses droits et poursuit méthodiquement sa politique de dépossession, de colonisation et d'occupation, ainsi que le maintien de la bande de Gaza sous un blocus illégal et inhumain, en violation de toutes les résolutions adoptées par les Nations Unies.

La CGT exige à nouveau la levée immédiate du blocus de Gaza et demande au gouvernement français d'adopter une position ferme contre ces crimes et d'agir énergiquement dans ce sens.

Elle soutient et s'associe à l'exigence d'une protection internationale du peuple palestinien et de sanctions contre l'État d'Israël.

Elle dénonce la provocation de l'administration Trump de transfert de l'ambassade américaine vers Jérusalem, et invite au respect du droit international et du statut de Jérusalem.

Elle appelle toutes les organisations de la CGT à intensifier les efforts de solidarité avec les travailleurs et syndicats palestiniens dans leur lutte pour la défense de leurs droits, pour une paix juste et durable dans la région.



Travail à la carte

Lundi 21 mai 2018, la direction nous a imposé une nouvelle fois de venir travailler pour rattraper leurs erreurs, mais aussi pour pouvoir baisser leurs stocks et ainsi faire de l'optimisation fiscale dès le mois de juin.

La direction réduit les effectifs et ne prévoit plus la maintenance des installations comme elle le devrait, par la seule volonté de faire toujours plus de voitures avec le moins de personnel possible, quitte à repousser les limites des installations.

Le plus grave encore c'est qu'elle voudrait faire pareil avec nous. En nous imposant de travailler tous les samedis et dimanches et en nous privant de nos jours fériés. Bref du travail à la carte qui désorganise notre vie familiale.

Nous ne sommes pas des machines, et nous ne voulons pas être gérés comme telles. Si la direction veut produire plus, il faut embaucher massivement les intérimaires, et mettre les moyens sur la maintenance des installations.

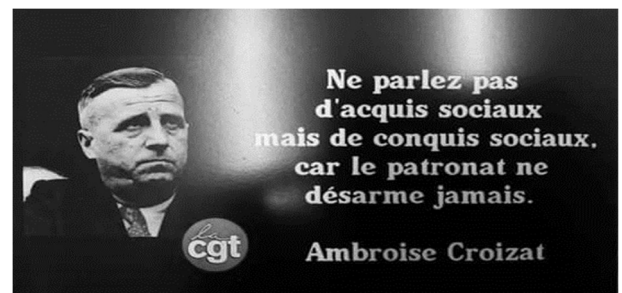
Liliane CAILLAUD CROIZAT

Décédée le lundi 14 mai, elle était la fille d'Ambroise CROIZAT Ministre du Travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947.

Liliane a été de tous les combats, pour faire en sorte que son père soit reconnu comme celui qui a mis en place, au niveau national, la Sécurité sociale et toutes les grandes conquêtes de la Libération.

Elle a vu partir son papa en prison, arrêté avec ses camarades sur ordre du Gouvernement Français dans la nuit du 7 octobre 1939. Liliane ne revit son père qu'en 1944 quand la France fut libérée.

Elle ne manquait jamais d'exprimer son opposition aux multiples remises en cause des conquêtes de la Sécurité Sociale.



Comme elle, nous devons nous indigner et nous mobiliser pour ne pas voir nos droits et conquêtes se réduire par l'état et le MEDEF, et PSA.